

ACCIDENT FERROVIAIRE DE AMMAL

L'enquête préliminaire progresse

L'enquête préliminaire sur l'accident ferroviaire survenu le premier mars dernier dans un tunnel des gorges de l'ex-Palestro entre un train transportant du carburant et une locomotive venant en sens inverse progresse mais la justice, nous dit-on, ne veut pas précipiter les choses. «Nous suivons quotidiennement les investigations sur le terrain. Nous voulons absolument situer clairement toutes les responsabilités nous permettant d'appliquer la loi dans toute sa rigueur», affirme une source proche de l'enquête.

Il y a lieu de rappeler que c'est le parquet de Boudouaou territorialement compétent qui supervise les investigations des gendarmes sur le terrain. Justement, interrogé pour savoir qu'au 18^e jour de la catastrophe aucun des probables responsables de cet accident n'a été officiellement identifié ni présenté devant la justice, notre source se montre sereine «nous ne voulons pas aller dans la précipitation afin de ne pas faire d'erreur. Par ailleurs, il y a une victime dont le sort reste pour l'instant inconnu. Le destin de ce disparu pourrait peut-être déterminer la qualification des inculpations, si, bien entendu, des poursuites judiciaires s'imposent.» Notre source

assure en outre que la justice reste scrupuleusement pointilleuse quant au respect de la procédure.

Pour rappel, une source sécuritaire n'a pas hésité à nous révéler, il y a quelques jours, que de lourds soupçons pèsent sur deux agents de la SNTF qui, selon elle, ont commis des négligences graves et violé la réglementation en matière de circulation des trains, ce qui a entraîné la collision dramatique. Pour ce qui est de l'enquête déclenchée par la tutelle, à savoir le ministère des Transports, nos informations indiquent qu'elle n'est prise en compte par la justice qu'à titre indicatif.

Il y a lieu de rappeler que le

premier mars à 5 h 30 du matin, un train de transport de carburant tracté finalement par deux locomotives est entré en collision sur la voie unique (Thénia / Lakhdaria) dans un tunnel mesurant environ 750 m.

Quatre cheminots ont été blessés tandis que le cinquième est porté disparu.

L'incendie qui s'en était suivi a complètement ravagé le train de carburant et trois locomotives. Vu la difficulté d'accès et l'ampleur du feu, les sapeurs-pompiers dépêchés sur les lieux n'ont rien pu faire.

L'incendie s'est éteint lorsque le carburant a été complètement consumé. Le feu, qui a ravagé une quinzaine de wagons et les trois locomotives, a gravement endommagé le tunnel coupant la circulation sur cette voie extrêmement importante. Les dégâts se chiffrent sûrement par centaines de milliers de centimes.

Au 18^e jour de la catastrophe et en dépit des efforts fournis par les équipes d'agents et de techni-

ciens de la SNTF, qui travaillent jour et nuit dans des conditions pénibles, le tunnel restera probablement bloqué pour plusieurs semaines encore.

Selon le colonel Kherroubi, directeur de la Protection civile de la wilaya de Boumerdes qui a installé une équipe pour la protection, seuls quelques wagons ont été sortis du tunnel «il reste des wagons citernes, les trois locomotives et d'autres wagons à évacuer. Le travail est pénible. Ce sera très difficile à terminer», nous dit l'officier supérieur.

Pour l'heure, les équipes qui travaillent à partir des deux entrées du tunnel n'ont découvert aucun corps humain.

A signaler que les travaux d'évacuation des gravats et le confortement de la paroi du tunnel se déroulent en parallèle aux opérations de dégagement des équipements calcinés à l'intérieur de la galerie. Mais la cendre et la rareté de l'air dans le tunnel rendent très pénible la tâche des cheminots.

Abachi L.

ABDELMALEK SELLAL EST CONFIANT :

«Alger se désaltérera cet été !»

Malgré une situation pluviométrique moyenne, le ministre des Ressources en eau reste optimiste : «La capitale ne connaîtra pas de restriction dans la distribution d'eau cet été». C'est ce qu'a déclaré Abdelmalek Sellal lors de sa visite d'inspection dans la ville de Guelma.

Wassila Z. - Alger (Le Soir) - Se voulant rassurant, le ministre des Ressources en eau a réitéré qu'il n'y aurait pas de problèmes majeurs concernant l'alimentation en eau potable. La disponibilité des ressources hydriques suffirait largement à couvrir toutes les communes de la capitale. Donc, le recours au programme de restrictions demeure aléatoire.

Brutalité du climat et faits pluviométriques très variables et irréguliers ont néanmoins permis «un taux de remplissage actuel des bar-

rages estimé à 51,79 %. Alors que pour la période 2007, la réserve en eau était de 42%», explique le ministre.

Pourtant, la mise en service de la station de dessalement de l'eau de mer du Hamma et le transfert à partir du barrage de Takebt ne semblent pas résoudre le problème d'irrégularité de distribution des eaux. Toutefois, les communes d'Alger-Ouest qui souffrent actuellement de perturbations de ce type seront soulagées très prochainement.

Le ministre rassure que «l'eau coulera H24» dans les communes de Bouzaréah, Baïnem et Aïn Bénian avant juillet. Pour ces localités, alimentées à raison d'un jour sur deux, il serait question «d'une mauvaise gestion de réseaux et une répartition inadéquate des pressions et non de disponibilité de l'eau».

La topographie de cette zone rend difficile la

distribution dans ces communes, situées en chaîne de hauteurs. Ainsi, tous les réseaux vétustes subiront un recalibrage. D'ailleurs, à en croire Sellal, il y aurait une reprise en main du réseau, notamment pour lutter contre les fuites. Confiée depuis deux ans à la SEAL, la gestion du réseau de l'AEP a connu d'énormes progrès, estime le ministre.

De gros travaux sont actuellement entrepris pour le déboulement des conduites au niveau de Mazafra. Et on apprendra que dans cette même région, il est prévu la réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 2000 m³ qui desservira les communes d'Alger-Ouest.

A croire les prévisions positives du ministre, il n'y aura pas de «SOS H2» lancés par les citoyens ! La période estivale prochaine le prouvera...

W. Z.

NOUVELLE STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE LUTTE

CONTRE LE CHÔMAGE

Bientôt des contrats d'insertion et des emplois subventionnés par l'Etat

La nouvelle stratégie de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage a été présentée hier par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, comme la solution pour résorber le chômage.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) -

Ce nouveau mécanisme, exposé par le ministre à l'occasion de la conférence hebdomadaire du Conseil de gouvernement, repose essentiellement sur la mise en place d'un dispositif d'aide à l'insertion professionnelle. Celui-ci propose trois types de contrats d'insertion. Le premier est un contrat d'insertion pour les chômeurs diplômés dont le salaire sera subventionné par l'Etat sur une durée pouvant aller jusqu'à cinq ans et qui aboutira à un recrutement définitif, le deuxième, un contrat d'insertion professionnelle destiné aux jeunes chômeurs issus des centres de formation professionnelle ou ayant suivi un stage d'apprentissage, employés au sein

des entreprises qui sous-traitent avec les collectivités locales, (voirie, éclairage...) dont le salaire sera subventionné par l'Etat sur une durée d'une année et enfin, un contrat de formation-insertion pour les demandeurs d'emploi sans formation ni qualification qui seront recrutés au sein des entreprises artisanales. Selon Tayeb Louh, la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie devra permettre de ramener le taux de chômage à moins de 9% d'ici à 2009 et de créer 450 000 nouveaux postes d'emploi permanents chaque année. La même stratégie, a encore noté le ministre, va permettre d'améliorer le taux d'intégration des travailleurs contractuels à 33% contre 12% actuellement. Les entreprises

qui adhèrent à ce dispositif, bénéficieront d'avantages fiscaux. Par ailleurs, interpellé sur l'affaire des deux otages autrichiens enlevés par un groupe islamiste armé en Tunisie, Abderrachid Boukerzaza, en sa qualité de porte-parole du gouvernement, s'est contenté de reprendre intégralement les déclara-

tions du chef du gouvernement. Il a indiqué à ce propos que «l'Algérie n'est pas impliquée directement» dans cette affaire dans la mesure où les deux otages ont été kidnappés dans un pays étranger et se trouveraient dans un pays étranger.

L. M.

Le commissaire au développement de la steppe sous contrôle judiciaire

Rebondissement dans l'affaire du commissaire au développement de la steppe, Hammouche Taha, impliqué dans une affaire de détournement de biens publics et dans laquelle l'ex-président de l'APN, Amar Saidani, a été également cité par la justice. Après une expertise technique et financière de plusieurs mois, M. Hammouche vient d'être placé sous contrôle judiciaire par le juge d'instruction du tribunal de Djelfa, où il était ex-DFC de la Générale des concessions agricoles. Selon des sources, le mis en cause a été interpellé également par le tribunal de Ouargla, dans l'affaire d'«El Karma», qui a révélé un détournement de 4 000 milliards de centimes des caisses de l'Etat, dont 140 milliards dans la seule wilaya de Djelfa. Par ailleurs, suite à cette mise sous contrôle judiciaire, le procureur de la République a introduit un pourvoi en cassation auprès de la chambre d'accusation du tribunal de Djelfa.

R. M.

LE TIBET, SUR LE TOIT DU MONDE. NE S'EFFONDRE PAS SUR LES JO DE PÉKIN

Le boycott des Jeux olympiques n'est pas envisagé par l'Union européenne

De notre bureau de Bruxelles
Aziouz Mokhtari

La présidence slovène de l'Union, la Commission et le Parlement européen sont, c'est vrai, «préoccupés» par la situation au Tibet, mais veulent raison garder.

Les 27 ont réagi aux «violences» qui se déroulent à Lhassa, capitale du Tibet par le biais de leurs canaux traditionnels et compétents. La Commission européenne a, par la bouche de sa porte-parole aux Relations extérieures et au bon voisinage demandé aux «deux parties» de cesser «les violences».

La déléguée de la commissaire Waldner a aussi estimé qu'il ne serait pas dans «l'intérêt du Tibet» que l'Europe boycotte ou appelle au boycott des Jeux olympiques de Pékin. Pour sa part, le président du Parlement européen, M. Hans Pottinger, est allé dans le même sens en évitant de parler de boycott des JO, même si ses propos ont été, sur la question, plus tranchants que ceux de la porte-parole de la Commission.

La présidence slovène de l'Union européenne a, pour ce qui la concerne, considéré qu'une telle «attitude» (boycott, ndr) «serait dommageable au sport» lors d'une réunion des ministres des Sports des 27 réunis à Ljubiana.

Le ministre slovène s'est dit, lui-même, opposé au «boycottage» des Jeux qui doivent se tenir dans la capitale chinoise à partir du 8 août prochain. «J'espère, a-t-il encore déclaré, que le sport est toujours un instrument de dialogue inter-culturel».

Selon le Parlement des Tibétains en exil, la répression des manifestations qui se sont déroulées à Lhassa au Tibet a fait des centaines de morts. Le gouvernement chinois a rejeté l'entière responsabilité sur des «émeutiers tibétains».

Rappelons que M. Javier Solana, représentant pour l'Europe des affaires extérieures et de la sécurité, M. Pesc, s'est envolé, hier, en direction de Pékin pour évoquer avec les autorités chinoises les développements de la situation au Tibet.

Le dalai-lama, principale autorité spirituelle tibétaine en exil, a, tout en accusant la Chine des morts de Lhassa, exhorté ses compatriotes à ne pas privilégier la violence dans ce qui s'apparente, déjà, à une grave escalade au Tibet, dans l'Himalaya, le toit du monde.

A. M.